

## Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Chapitre 11 « Les sociétés social-démocrates : l'égalité inachevée » (567-671)

Définition de la social-démocratie (568) :

- Combinaison d'éléments sociaux dans une économie capitaliste
- Contrôle du système capitaliste par un cadre social (encastrement)

Pourquoi le tournant social-démocrate a-t-il en grande partie échoué ? (567)

- Fin de l'Union soviétique
- Partage insuffisant du pouvoir dans les entreprises
- Pas d'imposition progressive de la propriété
- Accès limité à la formation et aux connaissances

Laquelle de ses réponses ne fait pas partie de l'argumentaire de Piketty ?

(Les graphiques des pages 574 et 575 montrent l'approfondissement des inégalités depuis 40 ans ; toujours bien regarder les valeurs en ordonnées.)

\*

En **Allemagne**, quelle convergence entre CDU et SPD ? (569)

, la cogestion (*Mitbestimmung*) actionnaires / travailleurs intervient-elle après une rupture sous le régime nazi (1933-1945) (581) ou est-elle la continuation d'un type de gestion instauré par l'administration nazie (Chapoutot) ?

Au **Royaume-Uni**, mise en place de l'état social par les syndicats (*trade unions*) et le parti travailliste, démantelé par Thatcher et pas du tout restauré par Blair. Voir le film de Ken Loach, *The Spirit of 45*.

(Qui est élu Premier ministre en 1945 ? Churchill ? Attlee ? Beveridge ?)

En **France**, PCF et PS sont frères ennemis depuis le Congrès de Tours (1920), mais se retrouvent ensemble au gouvernement en 1936 et à la Libération. La sécurité sociale faisait partie du programme du Conseil national de la Résistance ; par qui sera-t-elle mise en place ? Léon Blum ? Charles De Gaulle ? Ambroise Croizat ? Voir le film de Gilles Perret, *La Sociale*.

Aux **Etats-Unis**, programme de retraite et d'assurance chômage depuis 1935 ; qu'en est-il de l'assurance-santé ?

\*

Nouvelles formes de propriétés :

- Propriété publique : l'entreprise est détenue par une instance publique
- Propriété sociale : L'entreprise est au moins en partie gérée par les travailleurs
- Propriété temporaire : le propriétaire d'actifs privés contribue chaque année, par un impôt progressif, à la richesse collective (mais pourquoi diable vouloir une 'dotation universelle' ?)

Piketty mentionne trois secteurs où pourrait / devrait s'appliquer la propriété publique (577) (enseignement, santé, transports) ; quels autres secteurs devraient être concernés ?

Propriété sociale : comment envisager le partage de pouvoir entre travailleurs et actionnaires ?

Pourquoi le modèle allemand de cogestion se diffuse-t-il si mal ? (1) mise en cause de la notion de propriété privée, (2) préférence pour les nationalisations (propriété publique). Il a failli être adopté au Royaume-Uni avec la proposition  $2x + y$ , c'est-à-dire qu'au Conseil d'administration de toute entreprise de 2000 travailleurs ou plus, siègeraient un nombre égal d'administrateurs actionnaires et travailleurs (les deux  $x$ ) + des représentants de l'État ( $y$ ) (592), mais les élections de 1979 amène Thatcher au pouvoir... (Voir aussi p. 667 pour la fiscalité.)

Un « actionnariat salarié » (593), est-ce la même chose que des parts de coopérateur ? Au RU, en 2016, un *Labour Law Manifesto* (595) propose de faire élire les administrateurs à la fois par les salariés et les actionnaires.

Mode de décision dans les coopératives (596-7), voir NewB.

\*

Redéfinir la **productivité**, à exprimer non en termes de PIB mais de Produit intérieur **net**, après déduction des dépréciations y compris des dommages causés au capital naturel (600-1). Difficulté de comparer la productivité (les enquêtes sont souvent menées de manière différente). Question délicate de la réduction du temps de travail (602).

Avance initiale des États-Unis en matière de formation, notamment pour répondre aux attentes de la seconde révolution industrielle (607) (qui concernait quels secteurs ?) Fin 19<sup>e</sup>-début 20<sup>e</sup> siècle, les États-Unis et l'Allemagne consacrent une plus grande proportion d leur revenu national à l'**éducation** (0,7%) que la France ou le RU (nettement moins que les intérêts payés aux détenteurs de la dette publique). (609)

Les graphiques pages 611 et 612 illustrent l'évolution de la part relative des bas-revenus aux États-Unis et en Europe, avec un effondrement dans le premier cas (en contradiction avec le discours sur la mobilité), qui s'explique par l'envol des hauts revenus au détriment des 50% les plus pauvres (encouragée par le rabotage de la progressivité des taux d'imposition), la politique fiscale qui protège les grandes fortunes et pénalise les pauvres, notamment par des taxes indirectes (certes, il y a une aide médicale, mais très limitée), la baisse du salaire minimum (inégalité primaire, 619) et le ralentissement de l'investissement éducatif. Autre graphique éloquent : la part d'investissement privé dans l'enseignement (626).

Qu'appelle-t-on les *trust fund babies* ? (628)

- Des enfants défavorisés qui ont pu accéder à l'enseignement supérieur grâce à des fonds de charité.
- De riches héritiers dont le statut est d'autant mieux assuré que l'argent de fiduciaires leur ont aussi assuré un place dans une université d'élite.

Le rapport entre croissance économique et égalité est illustré par le graphique page 633 (mais à nouveau lisons les pourcentages en ordonnées, ou lisons l'explication), démonstration doublée aux pages suivantes : croissance et progressivité de l'impôt.

Piketty rappelle la nécessité d'instaurer, au niveau international, un impôt progressif sur la propriété et de dépasser l'État-nation, mais uniquement si c'est pour mettre en place des politiques sociales, fiscales et environnementales justes et soutenables (ce qui n'est pas du tout le cas de l'UE, 641-2).

FMI, BM, OCDE, BCE – toutes ces institutions perpétuent la libéralisation des flux de capitaux.

Deux magnifiques graphiques sur la composition des revenus et de la propriété en France en 2015, pages 646 et 647.

Après les guerres mondiales, il y a bien eu des impôts exceptionnels sur la propriété privée pour apurer des dettes publiques (652, voir aussi note 657). Pourquoi pas maintenant ?

Il en appelle à une réforme agraire permanente.

Les dernières pages sont à nouveau consacrées à la nécessité d'un impôt sur la fortune.